

## Fin du sommet des Grands Lacs sans progrès sur la force neutre

@rib News, 08/08/2012 - Source AFP Le sommet des Etats des Grands Lacs s'est achevé mercredi à Kampala, sans que le communiqué final ne fasse état de progrès sur la future force neutre censée éradiquer les groupes armés dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Les présidents de la RDC Joseph Kabila et du Rwanda Paul Kagame - qui s'accusent mutuellement de soutenir des groupes armés hostiles - et les autres pays participants se retrouveront dans quatre semaines, à déclarer le président ougandais Yoweri Museveni, en clôturant le sommet, commencé la veille.

Les dirigeants de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) ont mis sur pied un sous-comité ministériel chargé de fournir des détails sur la mise en œuvre de la force internationale neutre, selon le communiqué. Le sous-comité, présidé par le ministre ougandais de la Défense et composé de ses homologues d'Angola, du Burundi, du Congo, de RDC, du Rwanda et de Tanzanie, devra également proposer des mesures urgentes concrètes pour permettre un arrêt complet des combats dans l'est de la RDC, selon le texte du communiqué final. Il devra rendre son rapport final lors du prochain sommet, est-il précisé. MM. Kabila et Kagame avaient tous deux accepté mi-juillet le principe d'une force impartiale dans l'est de la RDC, lors d'un précédent sommet de la CIRGL organisé en marge d'un sommet de l'Union africaine (UA) à Addis Abeba. Mais la structure et les modalités opérationnelles d'une telle force, censée combattre les mutins congolais du M23, ainsi que les rebelles hutu rwandais des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), hostiles au régime du président Kagame, restaient à définir. Une tâche d'autant plus difficile que Kinshasa et Kigali ont une conception très différente de ladite force censée également surveiller leur frontière commune. Les représentants des onze pays membres de la CIRGL se disent déterminés à rechercher des solutions maison aux problèmes de la Région des Grands Lacs via nos mécanismes régionaux, dans ce texte qui ne mentionne aucun moment l'ONU ou l'Union africaine (UA). La participation de la Mission de l'ONU en RDC (MONUSCO), forte de 19.000 hommes et déployée dans l'est du pays, à cette force impartiale figurait parmi les solutions étudiées. Une solution qui avait les faveurs de Kinshasa, alors que Kigali n'a pas manqué ses critiques contre la MONUSCO, accusée de partialité. Dans un récent rapport, l'ONU a notamment accusé les autorités rwandaises de soutenir le M23, ce que Kigali a démenti. Composée d'ex-rebelles qui avaient intégré l'armée de RDC, aux termes d'un accord signé le 23 mars 2009 avec Kinshasa, le M23 a repris les armes contre les autorités de RDC en avril, dans la province orientale du Nord-Kivu, frontalier du Rwanda, accusé d'utiliser des groupes armés pour s'accaparer les richesses de l'est de la RDC. La force neutre en RDC pas la panacée, voire chimérique, selon les analystes. La "force neutre" envisagée pour "éradiquer" les groupes armés opérant dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) pourrait bien ne jamais voir le jour et ne sera, dans le cas contraire, pas la panacée, estiment les analystes. "Cette histoire de 'force neutre' n'a ni queue ni tête. Il y a déjà la Monusco (Mission de l'ONU en RDC) et elle ne s'en tire pas très bien. Ce n'est pas en rajoutant un ingrédient de plus à la soupe qu'on la rendra plus savoureuse", estime l'historien français Gérard Prunier, spécialiste de la Région. Si Kinshasa et Kigali, qui s'accusent mutuellement de soutenir des groupes armés hostiles à l'autre dans l'est de la RDC, ont donné leur accord "de principe" à une telle force, ils divergent sur ses contours et sa mise en œuvre. Les autorités de la RDC voudraient utiliser les 19.000 hommes de la MONUSCO, déjà déployés en majorité dans l'Est du pays, quitte à renforcer son mandat pour l'heure limité à la protection des civils. Mais il apparaît fort peu probable que Kigali, très critique à l'égard de la force onusienne qu'il accuse de partialité, se rallie à une telle option. Deux rencontres successives de onze Etats des Grands Lacs en une semaine - une réunion ministérielle à Khartoum le 1er août et un sommet réunissant notamment les présidents congolais Joseph Kabila et rwandais Paul Kagame mercredi à Kampala - n'ont pas permis d'avancer notable sur le sujet. Le sommet de Kampala s'est contenté de fixer un nouveau rendez-vous d'ici quatre semaines, en confiant dans l'intervalle à un sous-comité ministériel la tâche de discuter de la composition et de la taille de cette force. Jason Stearns, chercheur spécialiste sur les groupes armés en RDC, qualifiait dans un article récent cette force de "chimérique" et "difficile à mettre en œuvre". Les bailleurs dépensent déjà 1,4 milliard de dollars par an pour la mission de maintien de la paix de l'ONU au Congo. Il est improbable qu'ils veuillent dépenser des millions supplémentaires pour une nouvelle force agressive chargée de traquer les rebelles dans l'est du pays, écrivait-il. Il rappelait en outre que les nations contributrices à la MONUSCO étaient peu favorables à un renforcement dans un sens plus belliqueux du mandat de leurs soldats. "Cela prendra des mois - au moins - pour créer et déployer une force neutre. Durant ce temps, le (groupe rebelle) M23 (...) fera probablement mouvement et gagnera du terrain", soulignait-il. L'Union africaine (UA) s'est dit prête mi-juillet à contribuer à une force impartiale en RDC. Mais le sommet de Kampala a indiqué vouloir privilégier les "solutions locales" dans son communiqué final sans mentionner aucun moment ni l'ONU ni l'UA. La force "sera composée de troupes fournies par les Etats membres de la Conférence internationale des Grands Lacs" (CIRGL), a affirmé mercredi le ministre ougandais des Affaires étrangères par interim Henry Okello Oryem, à la presse après le sommet de l'organisation sous régionale à Kampala. Reste que pour être neutre, la force devra se passer des soldats de plusieurs puissances majeures parmi les onze Etats de la CIRGL, dont l'Angola, le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda, qui ont pris part, dans un camp ou un autre, aux guerres régionales dont la RDC a été le théâtre depuis 1996. Or il faudra trouver des troupes suffisamment aguerries pour s'attaquer à des groupes armés sur un terrain qu'ils connaissent comme leur poche, rappellent les analystes. Nombre d'hommes et d'officiers du M23, composés d'anciens rebelles intégrés à l'armée en 2009 après un accord avec Kinshasa et qui ont repris les armes contre les autorités de RDC en avril dans le Nord-Kivu, frontalier du Rwanda, sont originaires de cette Région. Selon un récent rapport de l'ONU, ils bénéficient en outre du soutien du Rwanda, puissance militaire majeure dans les Grands Lacs. Quant aux rebelles hutu rwandais des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), qui combattent le régime de Paul Kagame, avec selon Kigali le soutien de Kinshasa, ils ont installé leurs bases dans les forêts dans l'Est congolais depuis des décennies.